

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 553 2 janvier 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

PRIERE DU BIENHEUREUX CHARLES DE FOUCAULD

L'espérance d'être un jour au ciel, à Vos pieds, mon Seigneur, en compagnie de la Sainte Vierge et des Saints, Vous voyant, Vous aimant, Vous possédant pour l'éternité, sans que jamais rien ne puisse me séparer un seul instant de Vous, mon bien et mon tout, quelle vision ! Oui, c'est bien la vision de paix, la vision de Paix céleste ! Cette espérance qui nous transporte tellement au-dessus de nous-mêmes, qui est tellement au-dessus de nos rêves, non seulement vous nous permettez de la voir, mais vous nous en faites une obligation ! Pouvez-vous nous faire un commandement plus doux ! Mon Dieu, que vous êtes bon ! On représente l'espérance par une ancre oui, quelle ancre solide ! Si mauvais que je sois, si grand pécheur que je sois, je dois espérer que j'irai au ciel, vous me défendez de désespérer... Si ingrat, si tiède, si lâche que je sois, quelqu'abus que je fasse de vos grâces, mon Dieu, vous me faites un devoir d'espérer vivre éternellement à vos pieds, dans l'amour et la sainteté... .

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

DU BON USAGE DES MILLIARDAIRES

Au sein des libertés économiques qui forment la condition normale de l'homme, il y a un bon usage à faire des milliardaires pour le pouvoir politique.

Il est clair qu'un pays comme la France a besoin de beaucoup de milliardaires. S'il y a beaucoup de milliardaires, le nombre des pauvres diminue par un effet mathématique évident ; cette diminution est d'autant plus considérable que, par l'effet de richesse, les milliardaires répandent l'argent autour d'eux, notamment en accumulant du capital, ce qui est absolument nécessaire pour nourrir tout un chacun et, en particulier les pauvres. C'est pour cela que le pouvoir politique doit déblayer tous les obstacles qui s'opposent à l'enrichissement soit modeste soit plus important de tous les citoyens.

Mais il apparaît aussi, bien que cela puisse surprendre au premier abord, que ce pouvoir politique ne doit pas fréquenter les milliardaires même sur le plan amical et ni recevoir de cadeaux de leur part ; dans cet esprit la seule fréquentation offre des dangers, les milliardaires ayant de multiples moyens de faire des cadeaux somptueux.

En effet, si ces brillants personnages n'essayaient pas de tirer parti de ces amitiés, ils prendraient de grands risques et, en particulier, celui de ne plus rester milliardaires, tant la lutte économique est rude : ils seraient en quelque sorte des milliardaires inefficaces ou encore, pour employer le langage du management, ils risqueraient d'avoir rencontré leur seuil d'incompétence.

Par quels moyens ces relations incestueuses peuvent-elles conduire à de la corruption ? Il n'est pas du tout nécessaire de faire passer des valises de billets, car une foule d'autres moyens sont disponibles. Une partie de la très grande richesse repose sur une bonne information et, notamment, une information obtenue avant les autres. Dans cette optique un seul nom ou un seul adjectif entendu en temps opportun au bord d'une piscine peut valoir des centaines de millions d'euros et, de même, l'enregistrement de conversations dans un jet privé ; ce ne sont que des exemples parmi d'autres.

Toutes ces considérations sont là bien entendu pour faire écho aux protestations légitimes de certains députés de l'opposition remarquant que le titulaire du pouvoir suprême reçoit des cadeaux fastueux d'un milliardaire connu et ceci afin de passer des vacances à Louxor.

Une autre question est posée ; ce titulaire dispose du feu nucléaire et en tire son importance ainsi qu'une partie de sa richesse personnelle. Est-il normal qu'il s'absente du territoire national sans légitimité absolue et simplement pour son propre plaisir alors que le monde est rempli de dangers ?

Enfin, il dérange toutes les affaires étrangères de la France et toute la tranquillité d'une foule de touristes en se rendant dans des lieux qui justement vivent du tourisme et où sa venue conduite à des mesures de sécurité exceptionnelles.

Le sans-gêne ne devrait jamais être un système de gouvernement.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES CHOCOLATS DE LA RUINE

Il est connu dans le marigot « républicain » que les mairies d'arrondissement des trois grandes villes de Paris, Lyon et Marseille ne servent absolument à rien sinon à enrichir les heureux bénéficiaires de cette niche publique.

En effet, à Paris par exemple, c'est la mairie centrale qui fixe le budget, le maire d'arrondissement n'ayant pas ou très peu son mot à dire. En revanche il est relativement libre des fêtes qu'il organise à foison ; les maires d'arrondissement même de droite indiquent que Delanoë les laisse faire ce qu'ils veulent dans ce domaine.

Ce manque de pouvoir est finalement assez consolant, car sinon l'effet de ruine dont nous allons parler serait encore plus important qu'il ne l'est à présent.

En effet cela n'empêche pas ces maires et les conseillers d'arrondissement de ruiner leurs concitoyens : tel est le cas des boîtes de chocolats de fin d'année.

Dans une mairie d'arrondissement de Paris, ces boîtes sont réservées aux personnes qui ne paient pas plus de 2028 € d'impôt et qui ont 65 ans. Elles doivent présenter trois déclarations d'impôt ainsi que leur carte d'identité pour avoir droit à la boîte de chocolats.

L'on mesure l'inanité de telles mesures puisque pour administrer une telle complication il faut toute une pyramide qui comprend non seulement le maire, ses adjoints et les conseillers d'arrondissement au sommet, mais ensuite des fonctionnaires dans le service social. En outre, le plaisir de recevoir une boîte de chocolats est nul puisqu'il n'y a pas de libre choix et que celui qui déteste le chocolat et préfère les marrons glacés ne peut pas recevoir les marrons glacés.

Enfin de quel droit et avec quelle légitimité peut-on décider que celui qui paie 2 200 E d'impôts n'a pas droit à la boîte de même que celui qui n'a que 64 ans.

Quand ces gens comprendront-ils qu'il faut rendre les impôts en supprimant les dépenses correspondantes pour laisser chacun s'acheter le chocolat si cela lui plait ?

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas le point de vue exprimé. A chacun de juger)

LES APPARTEMENTS PUBLICS

Excellente description de la démocrassie maçonnique satanique!

Une seule planche de salut possible: la restauration du Christ-Roi dans toutes les âmes de la France Fille aînée de l' Eglise et de son Lieutenant en France Louis le XX^e.

MSINRC

Fernand CORTES fernand.cortes@aliceadsl.fr
Vice-Président du Comité d' Entraide aux Prisonniers Européens
31-32, place Sylvain DUMON
82400 Valence d' Agen
France
Tél.: 00 33 613 27 32 83

ET AUSSI

Encore bravo pour votre indignation même en cette période de Noël. Après tout, Jésus selon les prophètes est venu pour libérer les captifs et instaurer la justice de Dieu sur terre, donc la capacité d'indignation correspond aussi à l'esprit de Noël si l'on vise des injustices qui valent la peine d'être dénoncées.

Bernard Mitjavile
tel.: 33164417603
Site Web: www.mitjavile.net

CITATIONS

KADHAFI :

« il y a 50 millions de musulmans en Europe, qui passeront à 150 millions avec l'intégration de la Turquie, de l'Albanie et de la Bosnie »

DEMOSTHENE :

« Les paroles qui ne sont suivies d'aucune action sont comptées pour rien »

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 31 DECEMBRE 2007

PRIVATISER L'ARCHEOLOGIE

Tout dernièrement plusieurs centaines d'objets ont été saisis en Languedoc-Roussillon chez ceux que l'on appelle abusivement des pilleurs d'épaves ; c'est abusif car les vrais pilleurs ne sont pas ceux que l'on pense.

Les journaux, en annonçant triomphalement cette prise, indiquent qu'il y a 3 millions d'épaves « menacées » dans les mers avec probablement des millions et, qui sait, des milliards d'objets. Ces épaves sont répertoriées ou non, tant les naufrages furent fréquents en d'autres époques.

Si les gens étaient libres de leurs actions dans le domaine économique, ils devraient avoir le droit d'explorer librement tous les fonds sous-marins à leur disposition en investissant les capitaux nécessaires pour enrichir leur propre collection personnelle ou vendre sur le marché les objets dont ils ne voudraient pas, ce qui permettrait de multiplier les recherches ; les bienfaits culturels seraient immenses, car ces recherches se développeraient à grande allure.

Les hommes de l'État, toujours prodigieusement avides d'activités qui puissent servir de supports à leur propre richesse, ne l'entendent pas de cette façon. C'est ainsi que l'Unesco, organisme relevant du pouvoir totalitaire mondial en actif développement, lance un « cri d'alarme » pour renforcer encore la surveillance des fonds sous-marins. Les gouvernements de tous acabits veulent aussi s'attaquer encore davantage à ceux qu'ils appellent les pilleurs, alors que les vrais pilleurs sont justement ces gouvernements.

Selon le droit des gens qui s'exprime dans le droit maritime depuis la nuit des temps, une épave appartient à celui qui la découvre le premier. Tous les obstacles dressés par les Etats sont donc des agressions contre le droit des gens et, en définitive, le droit de propriété.

Cela conduit à la nationalisation de l'archéologie et, même, comme on vient de le voir à propos de l'Unesco à son « internationalisation ». Le résultat est que les objets récupérés vont s'entasser dans les musées, voire dans leurs caves, et les foules blasées passent devant des milliers d'objets rangés comme à la parade. S'il y avait privatisation, les recherches innombrables sauveraient d'immenses quantités d'objets qui sans cela faute de moyens sont promis à la lente disparition. Les objets sauvés viendraient enrichir de grandes ou de petites collections pour la légitime satisfaction de leurs propriétaires et l'information de tous. Mieux vaut offrir à ses amis la joie d'admirer deux assiettes isolées de la Compagnie des Indes ou une seule amphore, que de passer devant des milliers d'assiettes ou d'amphores que les visiteurs du musée regardent en baillant et en se bousculant !

Les moyens financiers de recherche se dégageraient par le simple jeu de la liberté et, aussi, par la disparition de l'effet de ruine que cause autour d'elle toute action publique quelle qu'elle soit.

Dans ce domaine comme dans d'autres la politique officielle détruit les objectifs qu'elle se donne. La politique industrielle détruit l'industrie, la politique agricole détruit l'agriculture et la politique culturelle détruit la culture.

Ce serait aussi la fin des conflits meurtriers entre bandes rivales. Si ce que l'on présente comme des gangs exercent leurs activités, c'est parce que le monopole génère la rareté et augmente la valeur des objets bien au-delà de la valeur qui se dégagerait dans un marché libéré.

La liberté du commerce est globalement un facteur de paix entre les hommes à l'inverse des actions publiques qui, reposant initialement sur la force, sont un facteur de conflit !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire, nouvelle adresse :

micheldeponcins@orange.fr

Attention, rayer de vos carnets d'adresse l'ancienne adresse

(micheldeponcins@easyconnect.fr)

POUR PLUS D'INFORMATIONS

LIRE

TOUS CAPITALISTES OU LA REPONSE AU SOCIALISME

(EDITIONS DE CHIRE)

REVUE DE PRESSE

LES NON REFORMES

Dans l'excellente revue « Lectures Françaises » nous lisons : « les belles réformes faites dans les bureaux des ministères par des hommes qui ont voiture et chauffeur, qui ne fréquentent que les beaux quartiers où aucune voiture ne brûle chaque nuit sont des réformes virtuelles pour un monde virtuel »

L'UNION MEDITERRANEENNE : UN « MACHIN » DE PLUS.

Chronique de l'Association des Contribuables d'Aubagne

Le 27 décembre 2007

De Gaulle avait qualifié l'ONU de « machin », sans doute pour prédire l'inefficacité d'une construction compliquée. Depuis, nous multiplions les organismes internationaux.

Nous ? L'emploi de ce pronom est inexact, puisque nous ne serons même pas consultés au sujet des cosmétiques appliqués au projet européen, pourtant déjà refusé catégoriquement par le peuple, ni au sujet des mariages forcés qui nous attendent. Imparable : la démocratie française est représentative ; nos concitoyens sont appelés tous les 5 ans pour élire leur représentation. Entre temps, tout est permis... sur la scène internationale au moins.

La dernière trouvaille mobilise, au pas de charge, la représentation parlementaire. Ainsi, l'assemblée nationale propose dans son rapport n° 449 (449 déjà !) de « construire l'union méditerranéenne ». Nous reviendrons sur la philosophie du projet, mais nous ne pouvons pas vous épargner, la litanie des « enceintes méditerranéennes existantes » qui figure dans l'annexe III :

- Le partenariat euro-méditerranéen (processus de Barcelone),
 - Le forum méditerranéen,
 - Le dialogue 5 +5,
 - Le dialogue méditerranéen de l'OTAN,
 - Les institutions parlementaires, dont l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM). »
- Rassurons-nous, il nous est annoncé « une architecture légère » qui respectera les principes suivants « non-duplication d'institutions existantes ; maintien d'un lien avec l'Union européenne ». Malheureusement, « la proposition d'architecture institutionnelle », présentée sous la forme d'un schéma, voulu probablement simplificateur, est rien moins...que simple : des assemblées, un G-Med, un comité directeur, un comité opérationnel, un forum de la société civile...

Les contribuables débourseront des sommes exorbitantes pour entretenir un tel appareil administratif. Il n'est pas possible de négliger, non plus, le fait que l'on trouvera certainement, dans les 22 pays (22 pour le moment), de nombreux fonctionnaires pour apprécier les délices d'une sinécure. Quant au coût de la seule conception de projets, avant toute mise en oeuvre, évitons de l'imaginer !

Le périmètre géographique est annoncé comme étant de « géographie variable ». Apparemment, il n'est pas seulement variable, il est volontairement faux, puisqu'il inclut, parmi les pays bordant la méditerranée, la Mauritanie, la Jordanie et le Portugal, et que la « Ligue arabe est membre de droit », c'est-à-dire l'Arabie, Bahrein, les Comores, Djibouti, le Soudan pour ne citer qu'eux.

Nous avons compris l'utilité présumée du projet : une pont avec les états arabo-musulmans, dans l'espoir de faire reculer l'extrémisme. Pour l'instant, leurs dirigeants en paraissent impuissants, voire incapables. Admettons, qu'ici ou là, l'un d'eux y parvienne, n'est-il pas préférable de favoriser les relations bilatérales ?

Pêle-mêle nous trouvons ainsi, dans les contributions des membres de la commission, l'ambition « d'apaiser les tensions et conflits entre partenaires de l'Union du Maghreb » (un "machin " de plus, apparemment inefficace depuis 40 ans pour définir les frontières entre l'Algérie et le Maroc). Ambition encore : régler la guerre Israélo-palestinien, les combats inter religieux au Liban, à Chypre... « Vaste programme ! ». L'Union Européenne a-t-elle seulement réussi dans sa tentative de mettre de l'ordre dans les Balkans ?

Et si le but n'est pas atteint, imaginons le basculement de plusieurs régimes, comme celui de l'Iran, dans une Union Méditerranéenne qui prône « l'égalité entre les partenaires ». Le cauchemar !

Des liens, certes, mais au cas par cas ! Monsieur le Président, abandonnez cette chimère coûteuse et probablement dangereuse pour les Français.

Selon le rapport de l'assemblée nationale, les financements MEDA (déboursements) de 2000 à 2006, et IEVP (engagement) de 2007 à 2010 s'élèvent respectivement à 3.348 millions d'euros et 2.954 pour 8 pays (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens, Tunisie). Sont exclus les coûts de fonctionnement à la charge des états, ou des Unions.

Gabriel Lévy

LES BREVES

LA DECOUVERTE MIRIFIQUE EN COLOMBIE

Une compagnie dont le nom n'a pas été révélé pour des raisons de sécurité a découvert dans le centre-ouest de la Colombie un gisement d'or qui serait l'un des plus importants gisements au monde. Il n'est pas indifférent que cela se passe en Colombie où la morale courante est plutôt élastique et vous allez voir pourquoi.

La société étrangère, qui est cotée à la bourse de Londres et de New York, fera une annonce publique en février, selon le ministre colombien des mines et de l'énergie. L'exploitation du gisement nécessiterait un investissement de 2 milliards de dollars et pourrait induire quelque 1200 emplois directs. Elle permettrait à la Colombie de doubler à partir de 2011 sa production aurifère.

Nous ne pouvons que rappeler à nos lecteurs l'histoire ridicule de la mine de Busang en Indonésie dans les années 1990 dont nous leur avons antérieurement parlé. C'était la plus grande de découverte de mines d'or du monde et les plus grandes compagnies se sont disputées le trésor.

Un mois après, la prétendue découverte, le pot aux roses était mis au jour. Pas plus d'or dans la forêt que dans un jardin de banlieue. On apprit alors que les « carottes avaient été salées ». Les carottes, ce sont les morceaux que l'on retire d'un gisement, de place en place pour l'évaluer ; « saler la carotte », cela veut dire rajouter, par grande, sage et illégitime prudence, ce que chacun aimerait bien y trouver et ce qui n'y est pas. Quand le salage est direct, c'est facile à déceler. C'est bien plus difficile quand les carottes sont broyées. Dans le cas particulier, la compagnie avait broyé elle-même les carottes, ce qui était une bonne précaution !

Du coup, le géologue en chef de la fameuse BRE X, propriétaire du faux trésor, se suicida, mais par une méthode des plus difficiles, car il se jeta d'un hélicoptère !

La Colombie, comme on sait, est un pays assez dangereux sur le plan de l'honnêteté des pratiques commerciales. Attendons pour voir ce qu'il va advenir de la merveilleuse découverte

CHRONIQUE DES AVEUX

Le plus drôle, si l'on peut dire avec les politiciens en vigueur, c'est qu'un jour ou l'autre les aveux finissent par apparaître. C'est le cas de François Hollande qui pour critiquer le très mauvais plan pour le pouvoir d'achat présenté par le pouvoir vient de déclarer : « derrière un faux plan pour le pouvoir d'achat, il y a un vrai plan de rigueur inéluctable ». L'on

pourrait répondre à ce Monsieur en lui demandant qui a mené la France à la faillite, sinon ses propres amis ainsi d'ailleurs que ses prétendument ennemis du RPR, à présent.

DOCUMENTS

Nota : les documents sont publiés tels qu'ils sont reçus et reflètent uniquement les opinions et informations de leurs auteurs.

Les bons plans logement des élus parisiens

Un rapport d'inspection de la Ville de Paris confirme que les attributions de logements sociaux à des élus ou à leurs collaborateurs se sont poursuivies malgré l'alternance de 2001.



Dessin de Franck Resplandy

A la suite d'informations de presse révélant les noms de personnalités du show-bizz ou de la politique logés dans des HLM parisiens, Bertrand Delanoë avait promis de faire toute la lumière sur cette pratique que l'on croyait révolue. Une mission de l'Inspection générale de la Ville de Paris fut donc diligentée. Bertrand Delanoë réagissait à la polémique en jouant apparemment la transparence sur ce sujet, particulièrement sensible en ces temps de crise du logement.

Une lecture attentive du [rapport d'inspection](#) permet d'établir plusieurs constats :

1) Un nombre significatif d'élus parisiens ou de collaborateurs d'élus bénéficient d'un logement social
Selon le rapport, ils sont au nombre de 224, dont 24 conseillers de Paris et 77 conseillers d'arrondissement.

2) L'attribution de logements sociaux à des élus parisiens ou à leurs collaborateurs s'est poursuivie malgré l'élection de Bertrand Delanoë en 2001
66 élus ou collaborateurs d'élus ont bénéficié d'un logement social depuis.

3) Le maire de Paris a lui-même attribué des logements à des conseillers d'arrondissement ou des collaborateurs d'élus

5 logements ont été attribués dans ce sens sur le contingent du maire de Paris.

4) En proportion, les élus parisiens et leurs collaborateurs sont davantage logés en HLM que la moyenne de la population parisienne

22% des élus parisiens et de leurs collaborateurs occupent un logement social alors que ce pourcentage est de 18,4% pour la moyenne de la population.

5) Les loyers des appartements attribués à des élus ou à leurs collaborateurs peuvent être très inférieurs au prix du marché

72 élus ou collaborateurs d'élus sont logés dans des logements au prix moyen de 8,94 euros le mètre carré (logement de type PLUS). Les auteurs du rapport d'inspection précisent, comme pour rassurer le lecteur, que les logements les plus chers dans cette catégorie peuvent légèrement dépasser 1.000 euros pour des F4, F5 et F6. Cela reste tout de même un très bon plan au regard des prix du marché parisien...

6) Les attributions de logement sociaux à des élus ou des collaborateurs d'élus peuvent s'effectuer dans des délais très brefs

La durée minimum d'attribution d'un logement est dans certains cas de seulement un mois. Il y a des veinards...

Des constats d'autant plus désolants que la méthodologie suivie par la mission d'inspection a volontairement limité le champ de ses investigations.

Ainsi, alors que les informations publiées dans la presse qui avaient motivé cette mission d'inspection évoquaient parmi les bénéficiaires de HLM parisiens des personnalités aussi diverses que Jean-Pierre Chevènement, Patrick Dupond ou la fille de Jack Lang ([lire ici](#)); l'enquête s'est limitée aux élus de la capitale. Il faut donc vraisemblablement ajouter toute une brochette de people et d'élus de toutes sortes (ministres, parlementaires, élus régionaux) à la liste déjà longue du personnel politique local bénéficiant de logements sociaux.

En outre, on peut s'interroger sur le fait que le rapport se soit limité à établir des catégories historiques entre les bénéficiaires de logements sociaux (avant et après 2001). Il aurait en effet été intéressant de classer les bénéficiaires selon leur appartenance politique (droite ou gauche). Cette omission

méthodologique signifie-t-elle que des élus de gauche avaient bénéficié de logements sociaux sous Chirac et Tibéri ? On ne le saura pas en lisant le rapport.

Le rapport ne dit pas non plus ce qui a motivé les attributions de logement social à des élus ou à leurs collaborateurs. Car la question se pose. En effet, les élus de tous bords se recrutent le plus souvent parmi les élites (peu de chômeurs, d'ouvriers ou d'employés, davantage de fonctionnaires, de professions libérales et de cadres) et, dans le cas des conseillers de Paris, ils touchent une confortable indemnité. A quel titre ces gens-là ont-ils été jugés prioritaires sur les 102.000 personnes inscrites sur la liste d'attente avant d'obtenir un HLM à Paris ?

Le Perroquet Libéré pose la question.

[LE NAUFRAGE D'UNE GENERATION](#)

J'ignore si vous éprouvez le même sentiment mais j'ai de plus en plus l'impression d'être cerné par des crétins. En effet, nos contemporains détruisent l'héritage millénaire de notre nation et livrent, sans aucune résistance, le pays aux envahisseurs. Ils lèguent à leurs héritiers une croissance anémiée, une dette publique colossale et un pays en cours d'islamisation.

Je pense que la cause de cette catastrophe est d'ordre générationnel. **Nous avons pris l'habitude d'imputer tous nos malheurs aux élites mais ce type d'explication rencontre des limites: les hommes politiques sont élus, les médias reflètent l'opinion publique plus qu'ils ne la fabriquent et l'esprit de décadence transcende tous les clivages politiques (1). En revanche, le rôle de l'éducation semble déterminant. Selon certains spécialistes, la méthode globale, en privilégiant l'image, développerait surtout l'hémisphère droit du cerveau, siège des émotions, au détriment du gauche dévolu à la raison et à l'abstraction. Suite à ce formatage précoce, les jeunes gens ne parviendraient plus à raisonner correctement, ce qui expliquerait les traits saillants du discours dominant: primauté absolue de l'émotionnel et de l'angélisme; présentation d'images et de postures compassionnelles; stigmatisation de toute légitime défense, le seul comportement correct consistant à tendre l'autre joue; neutralisation de l'instinct de survie par des tendances masochistes inclinant à une**

culpabilisation perpétuelle (2).

En bref, on se trouverait en présence d'une génération comportant une forte proportion de personnes déficientes. **Cet élément pourrait expliquer l'importance des dérapages constatés. Par exemple, notre faible croissance résulte sans doute du manque de réformes mais aussi de raisons plus profondes: les chefs d'entreprise ne savent plus commander, les cadres veulent se reposer, les employés font semblant de travailler tandis que les banques incitent les épargnants à la débauche financière. Nous assistons au développement d'une nouvelle économie, le « Postalisme » qui consiste à retirer le mandat des alloc à la poste et à rejoindre les copains au bistrot pour regarder le match de rugby! Sur le plan politique et social, c'est encore pire: les évêques catholiques demandent à leurs fidèles de prier Allah, les universitaires raisonnent de travers (3), les philosophes prêchent l'immoralité, les enseignants désinforment leurs élèves, les jugesses et autres procureures libèrent à tour de bras les pédophiles. Cette régression intellectuelle et morale se manifeste évidemment par la tiers-mondisation du pays, la seconde n'étant que la conséquence logique de la première (4).**

Que faire ? **Dans une famille, on ne laisse pas un héritier débile dilapider le capital accumulé par les générations précédentes. On réunit un conseil et le malade est aussitôt placé sous tutelle. Au niveau d'une nation, la solution semble moins évidente. Toutefois, à défaut de placer quelqu'un sous tutelle, on peut au moins lui couper les vivres! Or il se trouve que notre génération, celle des anciens, détient d'une manière ou d'une autre, la majorité de l'épargne dans ce pays. Il nous suffit donc de serrer les cordons de notre bourse pour entraîner l'arrêt complet du système et imposer aux irresponsables les réformes nécessaires. J'ai déjà esquissé cette piste à l'occasion de l'article consacré au pouvoir d'achat. La crise mondiale qui nous guette en renforce la crédibilité. Nous en reparlerons à la rentrée !**

Gérard Pince

(1) Somme toute, c'est bien un libéral et non un gauchiste qui a inventé l'expression ahurissante des « chances pour la France »!

(2) Il existe heureusement des jeunes raisonnant normalement mais ils sont minoritaires. Ils le sont d'autant plus qu'un nombre croissant choisit de s'expatrier !

(3) Se reporter à : www.freeworldacademy.com/globalleader/agendacont.htm

(4) La gendarmerie, la police et les sapeurs pompiers représentent les seuls éléments encore sains d'une société complètement décomposée. C'est pourquoi j'évite de critiquer d'une manière indifférenciée les fonctionnaires (les sondages montrent qu'une majorité de français sait faire la part entre ceux qui ponctionnent et ceux qui sont sans cesse sur la brèche).

LE PERE DE FOUCAULD ET L'ISLAM

Lettre prophétique du père Charles de Foucauld à René Bazin de l'académie Française, le 29 juillet 1916.

"Ma pensée est que si, petit à petit, doucement, les musulmans de notre empire colonial du nord de l'Afrique ne se convertissent pas, il se produira un mouvement nationaliste analogue à celui de la Turquie : une élite intellectuelle se formera dans les grandes villes, instruite à la française, sans avoir l'esprit ni le coeur français, élite qui aura perdu toute foi islamique, mais qui en gardera l'étiquette pour pouvoir par elle influencer les masses ; d'autre part, la masse des nomades et des campagnards restera ignorante, éloignée de nous, fermement mahométane, portée à la haine et au mépris des Français par sa religion, par ses marabouts, par les contacts qu'elle a avec les Français (représentants de l'autorité, colons, commerçants), contacts qui trop souvent ne sont pas propres à nous faire aimer d'elle. Le sentiment national ou barbaresque s'exaltera dans l'élite instruite : quand elle en trouvera l'occasion, par exemple lors de difficultés de la France au dedans ou au dehors, elle se servira de l'islam comme d'un levier pour soulever la masse ignorante, et cherchera à créer un empire africain musulman indépendant.

L'empire Nord-Ouest-Africain de la France, Algérie, Maroc, Tunisie, Afrique occidentale française, etc., a 30 millions d'habitants ; il en aura, grâce à la paix, le double dans cinquante ans. Il sera alors en plein progrès matériel, riche, sillonné de chemins de fer, peuplé d'habitants rompus au maniement de nos armes, dont l'élite aura reçu l'instruction dans nos écoles. Si nous n'avons pas su faire des Français de ces peuples, ils nous chasseront. Le seul moyen qu'ils deviennent Français est qu'ils deviennent chrétiens.

Il ne s'agit pas de les convertir en un jour ni par force mais tendrement, discrètement, par persuasion, bon exemple, bonne éducation, instruction, grâce à une prise de contact étroite et affectueuse, oeuvre surtout de laïcs français qui peuvent être bien plus nombreux que les prêtres et prendre un contact plus intime.

Des musulmans peuvent-ils être vraiment français ? Exceptionnellement, oui.

D'une manière générale, non. Plusieurs dogmes fondamentaux musulmans s'y opposent ; avec certains il y a des accommodements ; avec l'un, celui du medhi, il n'y en a pas : tout musulman, (je ne parle pas des libres-penseurs qui ont perdu la foi), croit qu'à l'approche du jugement dernier le medhi surviendra, déclarera la guerre sainte, et établira l'islam par toute la terre, après avoir exterminé ou subjugué tous les non musulmans. Dans cette foi, le musulman regarde l'islam comme sa vraie patrie et les peuples non musulmans comme destinés à être tôt ou tard subjugués par lui musulman ou ses descendants ; s'il est soumis à une nation non musulmane, c'est une épreuve passagère ; sa foi l'assure qu'il en sortira et triomphera à son tour de ceux auxquels il est maintenant assujetti ; la sagesse l'engage à subir avec calme son épreuve ; "l'oiseau pris au piège qui se débat perd ses plumes et se casse les ailes ; s'il se tient tranquille, il se trouve intact le jour de la libération", disent-ils ; ils peuvent préférer telle nation à une autre, aimer mieux être soumis aux Français qu'aux Allemands, parce qu'ils savent les premiers plus doux ; ils peuvent être attachés à tel ou tel Français, comme on est attaché à un ami étranger ; ils peuvent se battre avec un grand courage pour la France, par sentiment d'honneur, caractère guerrier, esprit de corps,

fidélité à la parole, comme les militaires de fortune des XVIe et XVIIe siècles mais, d'une façon générale, sauf exception, tant qu'ils seront musulmans, ils ne seront pas Français, ils attendront plus ou moins patiemment le jour du medhi, en lequel ils soumettront la France. De là vient que nos Algériens musulmans sont si peu empressés à demander la nationalité française : comment demander à faire partie d'un peuple étranger qu'on sait devoir être infailliblement vaincu et subjugué par le peuple auquel on appartient soi-même ? Ce changement de nationalité implique vraiment une sorte d'apostasie, un renoncement à la foi du medhi..."

Islam

Pour info. G.
